

LES AUDITIONS DE

ANATION **N**
CITOYENNE
la république pour l'avenir

AUDITION DE M. FRANÇOIS BAYROU

L'association "La Nation Citoyenne" lance en vue de la campagne présidentielle une série d'auditions dans le souci de contribuer à situer à bon niveau le débat des prochaines élections présidentielles.

La première audition, organisée le mardi 4 mai 2021 afin d'éclaircir les enjeux du développement de la France à moyen et long termes, a permis d'entendre M. François Bayrou, Haut-Commissaire au Plan, sur les perspectives de la politique énergétique française.

Il a été reçu par le bureau de la Nation Citoyenne : son président, M. Claude Nicolet, ses vice-présidents, Mme Marie-Françoise Bechtel et M. Jean-Pierre Chevènement et son secrétaire M. Jean-Yves Autexier.

Seul le prononcé fait foi.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je suis heureux de saluer François Bayrou comme Haut-commissaire au Plan.

CLAUDE NICOLET

C'est au nom de La Nation Citoyenne que j'ai le plaisir de vous accueillir, Monsieur le ministre.

Ni parti ni écurie, notre association, se conçoit comme une plateforme de débats et de réflexions destinée à mettre en lumière les grands enjeux auxquels nous sommes confrontés afin de donner au peuple français la possibilité de renouer avec son destin.

La préoccupation qui est la nôtre aujourd'hui tournera essentiellement – mais pas exclusivement – autour de la note « Electricité : le devoir de lucidité »¹ que le Haut-commissariat au Plan a publiée fin mars.

Le but de ce dialogue, dans cette période un peu sombre, est d'enrichir le débat public pour éclairer le citoyen dans la perspective de l'élection présidentielle qui arrive.

FRANÇOIS BAYROU

Avant d'entrer dans le cœur de l'exercice je rappellerai ce qu'est, dans l'acception 2021, le Haut-commissariat au Plan et quelle est la mission que le Président de la République a souhaité me confier. Depuis très longtemps, y compris à l'occasion d'élections présidentielles précédentes, j'avais combattu pour que l'on rende vie à cette institution.

Institution modeste, sous la forme d'une petite « équipe-commando » qui compte en tout et pour tout huit personnes (équivalent temps plein). Nous sommes loin des milliers de rapports dont jamais rien ne sort. Si l'expertise est utile, la réflexion politique et l'expression de la volonté politique sont essentielles. Cela exige que l'on prenne connaissance des approches expertes mais que l'on tranche, que l'on propose des orientations.

Nous travaillons dans un cadre particulièrement problématique, voire critique, alors que s'entrechoquent des séries de causalités extrêmement prégnantes qui retentissent les unes sur les autres et changent l'avenir. L'épidémie en est une. C'est sur ce thème que nous avons produit notre première note « Et si le Covid durait »², la seule qui ait été produite à l'époque en Europe sur ce sujet.

Comme Jean-Pierre Chevènement, qui a souvent émis les mêmes idées, j'ai toujours été frappé de constater à quel point les démocraties médiatiques dans lesquelles nous vivons, notamment les démocraties médiatiques occidentales, situent l'horizon de leur action à courte vue. J'ai eu l'occasion de rencontrer les promoteurs du Plan chinois, lequel prend en compte des données de long terme, voire de très long terme. La politique d'acquisition foncière dans le monde, concernant

¹« Électricité: le devoir de lucidité », 23 mars 2021, à télécharger ici : <https://www.gouvernement.fr/electricite-le-devoir-de-lucidite>

² Et si la Covid durait ?, 28 octobre 2020, à télécharger ici : <https://www.gouvernement.fr/et-si-la-covid-durait-le-haut-commissaire-au-plan-lance-le-debat>

notamment l'acquisition de gisements de terres rares en fonction des évolutions industrielles prévisibles (on pense par exemple aux batteries) exige en effet une volonté qui s'exerce dans le long terme, dimension essentielle de l'action publique. J'ai coutume de dire que les Chinois gouvernent à trente ans et nous à moins de trente jours, parfois à trente heures ! Il suffit de voir les embrasements qui sont le lot de la politique comme elle va aujourd'hui sur les chaînes d'informations en continu et sur les réseaux sociaux. Depuis très longtemps je défends l'idée qu'il faut tout faire pour rendre droit de cité au long terme, voire au très long terme.

Réalisant à l'occasion de l'épidémie que nous risquons la rupture d'approvisionnement en médicaments absolument essentiels (anesthésiques, antibiotiques, anti-inflammatoires et même paracétamol, la molécule pharmaceutique la plus basique qui soit), les gens les plus conscients ne purent plus ignorer la situation de dépendance dans laquelle nous nous trouvons, qui portait gravement atteinte à la souveraineté de notre pays. D'où la lettre de mission par laquelle le Président de la République m'a nommé à la tête de cette équipe microscopique. Mais il me plaît de montrer que des « commandos » réduits en nombre peuvent produire des choses utiles pour la société, pour la réflexion et pour leurs concitoyens.

La deuxième question contemporaine est l'enracinement dans tous nos débats de la préoccupation environnementale et, me semble-t-il, les dérives auxquelles nous sommes exposés non seulement par le fait que cette question environnementale a investi tous les champs, ce qui peut se défendre, mais aussi parce que, sur un certain nombre de sujets, les *a priori*, les impressions absolument subjectives, voire fantasmagiques, ont envahi toute la réflexion.

C'est le cas pour le problème de l'énergie.

Nous avons subi l'envahissement de tous les champs de la décision publique par une approche que je crois infondée sur les problèmes énergétiques, en particulier le mélange absolument déraisonnable de deux ou trois séries de questions qui touchent à l'environnement : les énergies renouvelables, le nucléaire et une série de questions qui ne sont pas directement en cause dans le débat énergétique mais touchent la défense de la biodiversité, l'utilisation des phytosanitaires en matière agricole, etc.

Il se trouve que dans ce monde des considérations environnementales on a confondu l'ensemble des réflexions qui touchent à la production d'une énergie non émettrice de gaz à effet de serre avec les réactions antinucléaires qui existent depuis l'origine de la domestication relative de cette énergie. On en est arrivé à une telle irrationalité qu'un sondage récent a révélé que les Français croyaient que l'énergie la plus émettrice de gaz à effet de serre était l'énergie nucléaire ! Contresens absolu, majeur ! Cette phobie du nucléaire s'était exprimée au moment de l'accident industriel provoqué par le tsunami de Fukushima en raison de la situation de la centrale nucléaire sur le littoral, en effet exposée au risque de raz-de-marée. Il ne s'agissait pas d'un accident nucléaire mais le raz-de-marée avait entraîné un engloutissement du réacteur de Fukushima que l'on avait heureusement réussi à traiter en le refroidissant avec des quantités d'eau très importantes. Aujourd'hui il y a un débat sur la manière dont on va se débarrasser des eaux irradiées. Les Japonais proposent que, considérant le caractère infinitésimal de l'irradiation, cette eau soit libérée dans l'océan.

À la suite de Fukushima la décision de l'Allemagne - qui laisse extrêmement perplexe - d'en finir avec la production d'énergie nucléaire sur son territoire a provoqué des déséquilibres, tant dans la gestion des énergies électriques que dans l'opinion publique, qui sont une donnée de ce que nous sommes en train de vivre en Europe.

Notre travail, dont nous avons rendu compte dans la note du Plan, est très simple. Il s'agit de mettre de la hiérarchie dans les préoccupations et de tirer des faits, tels qu'on peut les constater, les vérifier et les prévoir dans l'enchaînement des causes et des effets, des orientations ou des propositions d'orientation politique.

De quelle hiérarchie parlons-nous ? Les scientifiques qui ont pris pour objet la question du climat nous disent que l'accélération du réchauffement de la planète a des causes anthropiques. Je ne fais ici que rapporter ce que dit le GIEC. Selon les chercheurs de ce groupe, les émissions de gaz à effet de serre imputables à l'activité humaine ont provoqué des désordres qui jouent un rôle d'accélérateur sur l'évolution du climat. Je prends comme donnée l'affirmation de ces scientifiques qui, je crois, fait aujourd'hui consensus dans la « communauté » (même si pour moi les consensus sont davantage des interrogations que des certitudes). Si nous sommes cohérents, puisque la France a signé les différents engagements internationaux sur le climat, notre priorité doit être sans conteste la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Il ne fait de doute pour personne que cette réduction passe par l'électrification des usages de la société française, principalement ceux qui touchent à la « mobilité » et au chauffage. La substitution de l'énergie électrique aux autres énergies carbonées pour ces deux principaux usages est évidemment l'axe principal de l'action publique si l'on veut réduire les émissions de gaz à effet de serre. En effet, si l'énergie électrique peut émettre des gaz à effet de serre à l'endroit où elle est produite – c'est un des aspects essentiels de cette réflexion – elle n'en émet pas à l'endroit où elle est utilisée (voitures électriques, radiateurs électriques).

D'un autre côté, si cette substitution de l'énergie électrique aux énergies carbonées devient une ligne directrice de l'utilisation de l'énergie dans une société comme la nôtre, des questions se posent :

Quelle augmentation de l'usage de l'électricité doit-on prévoir ?

Quelles en seront les implications sur la production d'électricité ?

Quelles conséquences cette augmentation de la production d'électricité aura-t-elle sur les émissions de gaz à effet de serre ?

En Europe et en France, selon tous les contributeurs à la réflexion sur l'utilisation nouvelle et maximale de l'énergie électrique, il faut d'urgence électrifier tout le parc automobile en remplaçant les moteurs thermiques par des moteurs électriques à horizon de 20 ou 30 ans. Électrifier a des conséquences, par exemple sur la production de batteries, mieux adaptées pour les petits véhicules que d'autres modes de stockage de l'électricité. Pour ce qui est des transports en commun (poids lourds ou trains), c'est plutôt vers l'hydrogène que les ingénieurs se tournent. En effet, soit on stocke l'énergie électrique dans des batteries, soit on la stocke en produisant de l'hydrogène par électrolyse. J'ai eu la chance de mettre en place à Pau le premier moyen de transport public à hydrogène du monde, le BHNS (Bus à haut niveau de service), un très beau tramway sur roues. Et bientôt nous produirons cet hydrogène avec de l'électricité verte³

³ La mise en service de ce BHNS innovant a nécessité la construction d'une station de production et de distribution d'hydrogène. Inaugurée en septembre 2019, celle-ci est située au sein du dépôt de bus Idelis de Pau.

Jusqu'à 268 kg d'hydrogène y sont produits chaque jour par un électrolyseur. Le principe ? Utiliser de l'électricité pour décomposer la molécule d'eau et créer ainsi l'hydrogène (et du dioxygène) nécessaire à la propulsion des bus. Et si, pour l'heure, l'énergie consommée provient du réseau électrique, elle sera prochainement captée directement par des panneaux solaires installés à proximité de la station pour une électricité verte et entièrement renouvelable.

notamment par hydroélectricité en turbinant l'eau des chutes des gaves pyrénéens... si les incohérences de la pensée publique sur ces sujets nous le permettent !

Il y a trente ou quarante ans, la politique de l'État était déjà d'encourager le chauffage des logements par l'électricité. Ce fut ensuite décrié. Et voici que c'est de nouveau d'actualité en associant l'isolation des bâtiments à l'installation de chauffages électriques.

Quels besoins supplémentaires en électricité ces perspectives vont-elles engendrer ? Un certain nombre de chercheurs se sont livrés à des calculs prévoyant un ordre de grandeur de 35 % à 50 % d'utilisation supplémentaire d'électricité à la fois pour le chauffage et pour la « mobilité », soit dans des véhicules par batterie, soit dans des véhicules utilisant l'hydrogène et la pile à combustible. Je rappelle à cet égard que les moteurs électriques sont quasiment au point depuis plus de cent ans et que la première pile à combustible permettant de se servir de l'hydrogène pour produire de l'électricité date de 1850 ! C'est dire à quel point les choses ont été freinées par l'utilisation d'hydrocarbures et de moteurs à explosion au diesel ou à essence.

35 % à 50 % de plus ! Ce ne sont pas des calculs d'une précision absolue, mais des ordres de grandeur extrêmement éclairants. En effet, ces chiffres nous placent devant une série de conséquences qu'il faut analyser et soumettre à l'éclairage du bon sens.

Une réponse pourrait venir de progrès considérables en matière d'énergies renouvelables, essentiellement des capteurs photovoltaïques ou des éoliennes (les hydroliennes, censées turbiner les courants marins, ne semblent pour l'instant pas très au point). Les énergies renouvelables, soleil ou vent, ont des inconvénients dont le plus évident est qu'elles sont intermittentes. Le soleil est intermittent du seul fait de la rotation de la planète. Le vent, sous-produit de l'énergie solaire (il est provoqué par les changements de température et de pression), ne souffle nulle part continûment avec la même force. En tout cas, sur le territoire français, il est très intermittent. Toute source d'énergie intermittente pose la question du complément qui permet d'offrir de l'électricité sur les réseaux aux moments où l'énergie ne peut pas être physiquement présente.

La production d'électricité pilotable qui permet de compenser l'intermittence peut provenir de la création de centrales dont le carburant ne peut être que du carbone fossile (charbon, pétrole ou gaz) donc émettrices de gaz à effet de serre supplémentaires par rapport à nos émissions actuelles (indice de pollution : 4 à 5 pour le charbon, 3 pour le pétrole, un peu moins de 2 pour le gaz), alors que nous nous sommes engagés à baisser drastiquement ces émissions pour arriver aux alentours des années 2040 ou 2050 à une production d'énergie électrique sans émission gaz à effet de serre. C'est une première orientation, celle que, sans le dire, et même en disant le contraire, l'Allemagne a choisie. Mais, drapés dans leur modèle vertueux, les Allemands ne vont pas créer de nouvelles centrales polluantes sur leur sol. Ils vont se servir de la production électrique de leurs voisins, notamment à l'Est.

Deuxième option, l'énergie nucléaire qui produit de l'électricité pilotable sans émission de gaz à effet de serre, de sorte que l'une des conclusions de la note que nous avons produite est celle-ci : « Il n'y a pas concurrence entre la production d'électricité d'origine renouvelable et l'énergie nucléaire. Si l'on veut tenir nos engagements en matière d'émissions de gaz à effet de serre alors il faut conclure que l'énergie nucléaire est la condition pour le développement des énergies renouvelables ». Ce n'est pas contradictoire, c'est complémentaire puisque c'est la seule possibilité de disposer de production électrique pilotable pour compenser l'intermittence des productions électriques renouvelables.

Un certain nombre des productions d'énergie renouvelable se heurtent aujourd'hui à des problèmes d'acceptabilité par la société.

C'est le cas des éoliennes, pour des raisons de paysage mais pas seulement : Pour 1 mégawatt produit par des éoliennes, il faut 100 fois plus de béton (dont la production émet des gaz à effet de serre) que pour 1 mégawatt produit dans une centrale nucléaire.

L'énergie solaire rencontre un autre type de difficulté : elle est extrêmement gourmande d'espace (1 hectare couvert de panneaux photovoltaïques par mégawatt). On est en train d'installer de grandes fermes photovoltaïques, dans le Sud-ouest et ailleurs, ce qui pose des problèmes importants à tous ceux qui se préoccupent de l'artificialisation des sols et du maintien de la biodiversité.

J'ajoute pour mémoire les difficultés des éoliennes en mer qui suscitent en ce moment, à Saint-Brieuc et ailleurs, des polémiques très importantes.

Il n'y a pas d'énergie renouvelable sans difficultés très importantes d'adaptation et d'acceptabilité par la société, par les citoyens dans leur cadre de vie.

Les énergies renouvelables sont aussi extrêmement gourmandes en termes de réseaux. Par exemple, les grandes surfaces nécessitées par de petites productions d'énergie photovoltaïque rendent très difficile d'intégrer ces productions sur le réseau en raison du nombre de points de captation. Cela pose, là encore, des problèmes d'occupation des sols, de béton, d'harmonisation de l'utilisation de cette énergie. RTE a produit une note qui, feignant de considérer comme crédible d'atteindre 100 % d'électricité renouvelable en 2050, décline des conditions si difficiles à remplir et cumulatives qu'elle démontre que l'on ne pourra pas y arriver !

Si l'énergie nucléaire est la seule énergie pilotable non émettrice de gaz à effet de serre, alors les engagements nationaux et internationaux que nous avons pris nous imposent de regarder sur le long terme notre politique de production d'électricité nucléaire.

Nous avons connu des étapes de production très importante de plusieurs dizaines de réacteurs nucléaires dans les années 1980... dont je m'empresse de dire avec un clin d'œil à Jean-Pierre Chevènement que la décision politique de les construire avait été prise longtemps avant que François Mitterrand et lui-même aient pu les inaugurer. En effet, la période politique qui traite des questions de production d'énergie nucléaire s'étend sur dix à quinze ans avant d'arriver à des productions de cet ordre, avec des questions de technicité, de technologies, de compétences industrielles qui se sont quelque peu évanouies depuis la période où EDF a produit les dizaines de réacteurs nucléaires qui font aujourd'hui le niveau de production d'électricité nucléaire de la France.

EDF s'est lancée dans la production d'EPR, des réacteurs de forte puissance (50 % plus puissants que les réacteurs précédents) sans que pour l'instant la maîtrise des technologies et des coûts soit évidente. Les deux EPR chinois semblent bien fonctionner mais les productions des EPR français, britannique, finlandais sont problématiques. Nous sommes devant des questions qui pour l'instant ne sont pas résolues.

Une deuxième orientation paraît prometteuse : les SMR, petits et moyens réacteurs nucléaires, n'ont pas les inconvénients de l'EPR parce que, selon les industriels qui travaillent sur ces sujets, en cas de panne ils présentent beaucoup moins de risques de fusion du cœur que les EPR de grande taille.

Nous sommes à peu près assurés que, jusqu'en 2040-2050, avec les précautions de sécurité et les carénages nécessaires, notre parc de réacteurs, peut maintenir la production. Mais, à partir de 2050 se produira ce que les spécialistes appellent « l'effet falaise ». Les réacteurs inaugurés par François Mitterrand et Jean-Pierre Chevènement au début des années 1980 arriveront en fin de vie, même

si on peut les prolonger de quelques années, ce qui va nous placer devant le défi de l'obsolescence de notre appareil de production électrique nucléaire. Et c'est aujourd'hui qu'il faut prendre les décisions, au plus tard entre 2022 et 2025, horizon impératif si nous voulons prendre les décisions politiques nécessaires pour reconstruire notre appareil de production nucléaire. Il s'agit d'investissements très lourds qui demandent une volonté politique et une capacité à la faire partager à l'opinion. En effet, dans une démocratie médiatique, je ne crois pas que l'on puisse conduire une politique contre l'opinion. Il faut consentir des investissements à la hauteur du défi mais c'est le seul moyen que nous pouvons utiliser si nous voulons que la France respecte les engagements qu'elle a pris et dont elle se targue devant son opinion publique. Faute de quoi, non seulement nous ne respecterons pas nos engagements de baisser nos émissions de gaz à effet de serre mais nous augmenterons ces émissions de gaz à effet de serre pour obtenir une énergie électrique pilotable.

Nous sommes donc devant un problème absolument vital si nous voulons tenir nos engagements et si nous prenons au sérieux ce que dit la communauté scientifique.

Ce sujet relève par excellence du « Plan » puisqu'il s'agit des décennies à venir et de la véritable volonté politique.

Il faut ajouter une considération plus nationale. Rares sont les secteurs industriels dans lesquels nous pouvons nous targuer d'avoir une avance scientifique et technologique sur nos voisins, concurrents, partenaires et rivaux. Avec le nucléaire, nous maîtrisons un secteur d'excellence dont nous avons quelque peu accepté l'évanescence parce que nous avons perdu des compétences. Mais nous avons encore le socle qui peut nous permettre de reconstruire, de nous réapproprier un secteur de pointe au moment où, selon de nombreux observateurs, beaucoup de pays dans le monde vont se trouver devant l'obligation de produire une électricité non émettrice de gaz à effet de serre. Il s'agit donc à la fois d'un enjeu national, industriel et d'un enjeu d'environnement et de confort.

J'ajouterai que, de surcroît, nos foyers et nos entreprises ont bénéficié depuis des décennies du coût avantageux de l'électricité produite en France.

Cela fait un ensemble de raisons extraordinairement prégnantes qui doivent nous pousser à retrouver une capacité politique qui, hélas, a disparu depuis de nombreuses années dans notre pays... la démagogie amenant même nos dirigeants à soutenir le contraire de ce qu'ils savaient inéluctable !

Tout cela est étroitement lié à la nation et au socle qui a permis de la constituer. J'ai coutume de définir la nation comme une langue autour d'un État et d'un contrat social. Le contrat social, qui joue pour la nation française un rôle absolument central, est construit autour d'une communauté qui a son identité, son État mais surtout ses règles d'étroite solidarité. Si nous n'étions pas capables de relever ce défi de l'énergie tout en respectant nos engagements, le socle social, étroitement lié à l'appareil productif du pays sur lequel le pacte est bâti, serait lui-même extrêmement fragilisé.

Ce sujet suscite des débats européens extrêmement problématiques, notamment à propos de la « taxonomie » par laquelle l'Union européenne sélectionne les secteurs de production d'énergie qu'il convient d'encourager pour respecter nos engagements internationaux en matière climatique. Des débats extrêmement vifs nous opposent à ceux parmi nos partenaires qui exigent que le nucléaire soit exclu de ces énergies à encourager. Vous connaissez mon engagement pour la construction d'une Europe qui soit une voie vers la souveraineté mais, si tel était le cas, je considérerais qu'il y a une atteinte fondamentale au pacte de l'Union européenne. Pour ma part, je

pense que la France doit être extrêmement claire, drastique, vigoureuse, inébranlable, dans le choix doublement vertueux de produire une énergie qui permette à la fois l'installation du renouvelable et une électricité pilotable, condition de notre souveraineté en raison des engagements que nous avons pris et des exigences de l'avenir. C'est un sujet de préoccupation pour beaucoup. Ma conviction est que nous devons être de ce point de vue absolument transparents avec nos partenaires en leur disant que cet élément de souveraineté et de respect de nos engagements climatiques est indiscutable, qu'il ne peut pas être mis en cause, qu'il ne peut appartenir à l'Union européenne de porter atteinte à la souveraineté d'un des États qui la constituent et au respect des engagements que nous avons pris tous ensemble.

Voilà l'introduction que je voulais faire sur ces sujets.

CLAUDE NICOLET

Merci infiniment Monsieur le ministre pour ces propos d'une grande clarté et vos prises de position, notamment sur cette question de la taxonomie que nous comptons d'ailleurs aborder avec vous dans le cadre de cette conversation.

Conversation que je vous propose de poursuivre en passant la parole à Jean-Pierre Chevènement puis à Marie-Françoise Bechtel qui reviendront peut-être sur les relations entre la question politique, l'acceptabilité sociale, c'est-à-dire l'enjeu démocratique de la transition énergétique, et ce que vous avez pu dire sur la question du pacte social et son lien avec la problématique du nucléaire.

Ensuite Jean-Yves Autexier vous posera à son tour une série de questions.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

D'abord je veux remercier François Bayrou qui nous a fait un exposé magistral qu'il qualifie trop modestement d'« introduction ». Naturellement nous nous rejoignons sur de nombreux points.

Je suis toutefois un peu moins optimiste que vous sur l'effet – selon moi très rapide – que va avoir la fermeture des centrales nucléaires telle qu'elle est programmée. Vous avez souligné la contradiction entre l'électrification des usages, sur laquelle vous avez axé votre propos, et la fermeture d'une vingtaine de réacteurs prévue par la loi énergie-climat de 2019. Je voudrais d'ailleurs rendre justice à Emmanuel Macron qui l'a reportée de l'horizon 2025 à l'horizon 2035. Mais chacun sait que l'effet falaise, c'est-à-dire l'arrivée à péremption des centrales mises en service dans les années 1970-1980-1990 va se produire à la fin des années 2030. Si les mesures qui pourraient être prises en matière d'allongement de la durée de vie des centrales permettent de prolonger ces réacteurs de dix ans, cette obsolescence sera reportée à la fin des années 2040. L'effet falaise sera massif : nous allons passer très vite d'une proportion de 70 % à 75 % de notre électricité d'origine nucléaire à une proportion tout à fait ridicule de l'ordre de 15 % à 20 %. Or, il faut être réalistes, la mise en service de sites de production d'énergie renouvelable, essentiellement éolienne et solaire, photovoltaïque notamment, va prendre du temps, tout comme la construction de réseaux adaptés pour mettre l'électricité à la disposition des utilisateurs. Tout cela se heurtera à beaucoup d'obstacles car l'opinion, sur l'adhésion de laquelle vous avez à juste titre insisté, est loin d'être mûre pour la construction de grands réseaux et pour la solution des problèmes que pose la

nécessité de passer d'un courant continu à basse tension à un courant alternatif à haute tension. Par conséquent nous pouvons prévoir beaucoup de difficultés.

Ne pensez-vous pas, Monsieur le Haut-commissaire, qu'il faille hâter les décisions relatives au grand carénage, pas seulement à 50 ans mais à 60 ans, ce qui suppose des investissements considérables ?

Le lancement prévu de six EPR après 2023 n'est-il pas déjà trop tardif compte tenu de la durée requise pour la mise en service de ces EPR (une bonne dizaine d'années) dont témoigne le retard pris à Olkiluoto (Finlande) et à Flamanville ?

Dans la note que vous avez publiée, vous déplorez à juste titre la suspension d'ASTRID, le réacteur de quatrième génération qui permet de fermer le cycle du combustible et de résoudre beaucoup plus efficacement le problème des déchets à durée de vie longue à très longue.

Prolongation de la durée de vie des centrales, lancement d'EPR que vous chiffrez vous-même à deux par an pendant une vingtaine d'années pour reconstituer le socle de 58 réacteurs sur lequel nous vivons, ces deux premières décisions auxquelles j'ajouterai la relance d'ASTRID, ne sont-elles pas nécessaires dans le cadre d'un plan de relance qui permettrait de ne pas abandonner un secteur dans lequel la France avait fait ses preuves ?

Vous semblez considérer que la demande peut s'adapter facilement à l'offre. Je pense pour ma part qu'il sera très difficile de convaincre les ménages de faire tourner les machines à laver et de recharger les batteries des voitures la nuit. Cela implique une adaptabilité qui ne me semble pas acquise.

Je sais l'Européen convaincu que vous êtes et je vous sais gré de ce que vous avez dit avec un grand esprit de responsabilité. Vous avez souligné le fait que l'Union européenne repose sur un pacte social. Si chaque pays est libre de son mix énergétique il faut bien reconnaître que jusqu'à présent les décisions ont été prises par l'Allemagne. En 201,1 avec la sortie du nucléaire, elle a en quelque sorte obligé tout le monde à suivre le mouvement en promettant des énergies intermittentes qui posent tous les problèmes que vous avez dits. Par conséquent nous devons avoir une discussion très sérieuse avec nos amis allemands afin de leur enlever l'illusion - s'ils peuvent l'avoir - qu'ils peuvent nous faire renoncer à l'énergie nucléaire qui était le choix non seulement du général de Gaulle mais aussi d'une bonne partie de la gauche (CGT, CERES...). Des courants de pensée importants militaient pour la science, pour la technologie mais ne se confondaient pas avec le courant qui, à gauche, a abouti à l'annulation du projet de centrale nucléaire à Plogoff en 1981 et à l'arrêt du réacteur nucléaire surgénérateur Superphénix de la centrale de Creys-Malville en 1997. Aujourd'hui, quand on entend Mme Pompili dire que si elle était en Allemagne elle serait chez les *Grünen*, on comprend qu'elle souhaite la sortie du nucléaire. Nous devons donc rester vigilants parce que l'intérêt de la France, au nom duquel vous vous êtes exprimé très clairement, mérite d'être défendu. Or nous constatons quelquefois que les intérêts de notre pays ne sont pas défendus comme ils le devraient.

FRANÇOIS BAYROU

Votre analyse est juste mais peut aussi être considérée comme optimiste. En effet, quand vous parlez de 60 % à 70 % d'énergie nucléaire jusqu'à l'effet falaise, c'est en réalité 60 % à 70 % de l'énergie électrique actuellement utilisée. Dans le scénario d'électrification des usages nous allons nous trouver assez vite, avec le même seuil de production, plus près de 50 % que de 70 % car le socle de production baissera proportionnellement à l'augmentation de la consommation.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Mais, pour des raisons qui tiennent au ralentissement de la croissance, la consommation d'électricité n'augmente pas tout à fait aussi vite qu'on aurait pu le souhaiter ou le craindre.

FRANÇOIS BAYROU

Si l'on suit les orientations, l'électrification des usages devrait quand même aller assez vite. Il suffit de voir les pourcentages d'augmentation très importants des voitures électriques.

Fin des années 2040, début des années 2050... en réalité, nous nous accordons sur le calendrier. On peut imaginer des prolongations de dix ans qui permettent d'atteindre 2050 mais nous ne pouvons absolument pas différer les grandes orientations et les grandes décisions d'investissements si nous voulons conserver une capacité de production d'électricité nucléaire à la dimension de nos engagements de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre.

C'est donc entre 2022 et 2025 que les grandes décisions concernant un plan de reconstruction de notre capacité de production d'électricité nucléaire devront être prises. Choisirons-nous les EPR ? Préférerons-nous les SMR (EPR de plus petite puissance qui ont l'avantage de pouvoir être installés sur les sites des centrales nucléaires actuelles) ? J'imagine que ce sera l'une des questions de l'élection présidentielle de 2022.

Il faudra ensuite faire preuve de détermination. Cette détermination est impossible à éluder. Cet horizon de la décision politique est impossible à reporter. De ce point de vue je partage votre inquiétude et votre sentiment. Grand carénage ? Production d'EPR ? Cela suppose des réévaluations de compétences de notre appareil industriel de production que nous avons un peu laissées partir (tout le monde insiste à juste titre sur le problème des soudures...). C'est un énorme effort national que nous devons conduire.

Je partage ce que vous avez dit sur les réseaux. Je ne crois pas du tout que les questions d'acceptabilité sociale soient résolues, même et surtout pour ce qui touche aux grandes capacités de production d'énergies renouvelables à condition qu'elles existent. Par exemple, en matière d'artificialisation des sols, il est très important de préserver la terre arable et la terre où la biodiversité peut s'installer grâce à une végétation préservée. Avec une production d'1 mégawatt par hectare, il faut 1000 hectares pour produire 900 ou 1000 mégawatts, l'équivalent d'un réacteur nucléaire en puissance installée. Sans compter les réseaux. En effet, comme vous l'avez dit, il est très difficile d'aller collecter ce type d'électricité à la source de production. Je pense que les panneaux photovoltaïques en toiture seront assez facilement acceptés. Et il y a beaucoup à faire du point de vue des toitures, sur les parkings, sur les habitations. Cela implique d'inventer des moyens de stockage de cette électricité car, comme vous l'avez indiqué, faible puissance, basse tension et faible potentiel sont très difficiles à introduire sur le réseau. « L'électricité, c'est comme les fraises des bois, ça ne se stocke ni se transporte », telle était la maxime des électriciens du temps où ces questions étaient posées. D'aucuns, aux États-Unis notamment, travaillent sur le stockage de l'électricité d'origine solaire en utilisant de vieilles batteries de voitures intégrées dans des cloisons...

Des questions se posent sur les cellules photovoltaïques : selon qu'elles sont produites par la fusion du silicium grâce à une énergie électrique carbonée ou décarbonée leur bilan carbone n'est pas le même. À l'université de Pau, des laboratoires franco-britanniques travaillent sur des cellules

photovoltaïques de nouvelle génération, des cellules photovoltaïques organiques dont le bilan carbone est quasiment transparent : le bilan carbone d'une cellule photovoltaïque produite en Chine se compte en années alors que le bilan carbone d'une cellule photovoltaïque organique se compte en journées (soit 300 fois moins). La production n'est pas la même, ce sont simplement des panneaux enchâssés dans des feuilles de polyane. Mais ils ont l'avantage de capturer les photons non seulement en pleine lumière mais aussi à l'ombre. J'en profite pour faire la promotion des laboratoires de chimie de Pau qui sont toujours un bon investissement !

CLAUDE NICOLET

Les questions politiques de citoyenneté, d'acceptabilité démocratique, citoyenne, ont aussi fait l'objet d'un certain nombre de passages dans votre rapport. Et vous articulez la question extrêmement sensible de notre réindustrialisation possible et souhaitable avec l'enjeu social et démocratique que cela peut représenter.

FRANÇOIS BAYROU

Non seulement « possible et souhaitable » mais vitale.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Monsieur le ministre, merci pour cet exposé très convaincant et très articulé. Vous avez pris le temps de dérouler une logique. Vous étiez dans le temps de l'explication.

Si nous rapportons cela au temps de l'élection présidentielle, qui vient très vite, quelle place peut-on donner à ce temps de l'explication nécessaire si on regarde à quel point en sont les fantasmes, les peurs, les ignorances de la population française ?

Comment faire prendre conscience des enjeux considérables que vous avez déclinés ? Faut-il une parole publique forte et concentrée, qui serait typiquement celle des candidats à la présidentielle ? Ou pensez-vous souhaitable de multiplier ce que l'on a coutume d'appeler les « débats citoyens » dans tous les endroits où c'est possible, y compris, pourquoi pas, dans le système éducatif ?

Peut-on s'appuyer sur la peur du manque, en expliquant au consommateur que dans dix, quinze ou vingt ans, il sera peut-être plus difficile de se procurer l'énergie et l'électricité nécessaires, la hausse de la consommation n'étant pas compensée par une éventuelle baisse de la croissance ? Peur du manque versus peur du nucléaire (largement fantasmagique). Faut-il s'appuyer sur ce levier ou plutôt sur l'urgence de la décarbonation à laquelle les jeunes générations sont très sensibles ? Peut-on faire l'effort de leur expliquer-là encore, pourquoi pas, à travers le système éducatif - ce qu'apporte réellement le nucléaire en termes de décarbonations, au moment où, comme vous l'avez souligné fortement, nous devons tenir nos engagements ?

Enfin faut-il s'adresser au citoyen plutôt qu'au consommateur en s'appuyant surtout sur l'idée d'indépendance nationale et industrielle que vous avez également développée ? Ce serait peut-être davantage le fait de la parole publique forte que du débat citoyen.

Quel que soit le canal choisi, il est extrêmement urgent d'expliquer ce qu'est vraiment le problème énergétique pour les Français, pour aujourd'hui et pour demain.

Changer les consciences en passant par le système éducatif me semble illusoire. Vous avez face à vous deux anciens ministres de l'Éducation nationale. Je ne crois pas que Jean-Pierre Chevènement serait en désaccord avec moi. Penser que l'on puisse se servir du système éducatif pour obtenir des infléchissements de la conscience civique est une illusion, d'ailleurs très ambiguë. Je ne crois pas que l'Éducation nationale puisse, sur ordre, se faire le relais de convictions, aussi justes qu'elles soient. Il suffit de lire Voltaire, sachant l'éducation qu'il a reçue par les bons pères qui ont essayé de façonner sa conscience, pour voir que ça ne marche pas à tous les coups ! Et heureusement ! Sinon les systèmes totalitaires seraient toujours gagnants ! De ce point de vue je pense que ce n'est pas la voie à suivre.

En revanche je crois juste la voie du dialogue démocratique que vous avez indiquée. Pour moi la démocratie c'est le *leadership*. C'est d'ailleurs le seul sujet sur lequel j'aie changé d'avis depuis mes jeunes années. À vingt ans j'avais à peu près les mêmes idées qu'aujourd'hui (ce dont témoignent les articles, éditoriaux, livres que j'ai écrits tout au long de ma vie) sauf qu'à vingt ans j'étais autogestionnaire et qu'aujourd'hui je sais que la démocratie c'est le *leadership*, c'est-à-dire la capacité de « porter à son maximum la conscience et la responsabilité du citoyen » selon le mot de Marc Sangnier, un philosophe que j'apprécie beaucoup. Mais cela ne peut se faire que dans le dialogue entre une communauté de citoyen et des *leaders*. Il n'y a pas d'autre voie. Cela exige des responsables politiques courageux qui prennent leurs responsabilités (je crois que de ce point de vue Jean-Pierre Chevènement et moi sommes du même avis). Au demeurant, s'ils ne le faisaient pas, la situation se chargerait de les ramener à leur néant. En effet, si l'on accepte l'idée que le pacte social est, avec sa langue et son État, la colonne vertébrale -ou le creuset, comme on veut - de la nation, il faut prendre conscience que notre pacte social est en danger immédiat, à terme de mois, de déséquilibre létal. Nous ne pouvons pas sauver le pacte social le plus généreux du monde avec un appareil politique en déshérence et, ajouterai-je, une démographie en chute. Les deux sont pour moi étroitement liés. Le Haut-commissariat au Plan va d'ailleurs prochainement publier une note sur la démographie, essayant de prendre ces questions à bras le corps⁴. Nous sommes en situation de non-assistance à contrat social en danger. Face à cette urgence on ne peut compter que sur le débat public, l'intervention des rares responsables publics reconnus par l'opinion comme étant des interlocuteurs cohérents et respectés (beaucoup sont incohérents et quelques-uns ne sont pas respectés). Tout le monde doit prendre ses responsabilités. Je ne vois pas que l'on puisse faire autrement tant l'état de conscience civique est aujourd'hui affaibli du point de vue de l'impératif moral de prendre en compte la réalité comme elle est. Ce n'est même pas de vérité mais de réel qu'il s'agit, d'ordres de grandeur mesurables, d'exigences sur lesquelles nous avons pris des engagements et de scénarios scientifiques et techniques pour lesquels il n'y a pas d'alternative, sauf à accepter le mythe d'une décroissance qui serait radicalement incompatible avec le contrat social qui est le nôtre.

Alors oui, je pense que c'est le temps d'être courageux. Le titre de la note, « Le devoir de lucidité », reflète ma pensée : la lucidité est un devoir aujourd'hui absolument impossible à éluder si on veut être à la hauteur des choses. Un Président de la République à venir qui serait élu en niant ces contraintes irait droit à la catastrophe à court terme. Sans doute chercherait-il des boucs

^{4 4} Le Haut-commissariat au Plan a publié le 16 mai 2021, après cette audition, la note « Démographie : La clé pour préserver notre modèle social », à télécharger ici : <https://www.gouvernement.fr/demographie-la-cle-pour-preserver-notre-modele-social>

émissaires mais on ne peut pas ruser avec le nombre de kilowatts nécessaires, par exemple, sinon c'est le réseau qui saute !

La seule voie est donc l'engagement. L'Histoire est une question d'engagement.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je n'ai jamais voulu dire que le système éducatif devait être contraignant dans une certaine direction. Mais je ferai remarquer tout de même qu'aujourd'hui sont organisées à l'école et au collège un certain nombre de journées et de sorties sur des thèmes écologiques. Derrière cela, il y a forcément des programmes et des formations d'enseignants. C'est tout ce que j'avais voulu dire.

Je vous remercie beaucoup de ce que vous avez dit sur la parole publique forte.

FRANÇOIS BAYROU

Vous avez raison bien sûr mais si ces activités s'étaient faites sur ordre et pour aller à l'encontre de l'appareil de convictions des enseignants cela n'aurait pas marché.

JEAN-YVES AUTEXIER

Les propos de Monsieur le ministre sonnent comme une conclusion heureuse à notre échange.

Je risquerai donc simplement quelques questions ponctuelles.

Pour intéresser le public il faut aussi tourner son regard vers les grandes perspectives d'avenir. Votre note, Monsieur le Haut-commissaire, évoque le programme ITER et les perspectives de la fusion en soulignant que les Chinois pensent aboutir dès 2040 à des premières installations industrielles. Quel est votre sentiment sur ce sujet ? N'est-ce pas optimiste ?

Que penser enfin des travaux de Gérard Mourou, prix Nobel de physique 2018, qui estime que la durée de vie des déchets nucléaires à longue vie pourrait être réduite drastiquement par l'emploi des nouveaux laser à haute puissance ?

Quel est votre sentiment sur ces perspectives de très long terme ?

FRANÇOIS BAYROU

J'estime et j'admire Gérard Mourou. Selon lui, en exposant les déchets nucléaires à durée de vie longue à des lasers ultra intenses, certains atomes pourraient perdre leur radioactivité en très peu de temps. Mais les scientifiques sont très divisés sur le sujet. Quand j'interroge notre prix Nobel : « Vous voyez cela à terme de cent ans ? » ... « Pas du tout ! On peut aller beaucoup plus vite » me répond-il.

Je ne crois pas que l'esprit humain s'arrête. Je ne crois pas à l'idée que nous aurions atteint un « plafond de verre ». Je ne vais pas paraphraser Blaise Pascal mais quand on voit la capacité de l'esprit humain à concevoir l'infiniment grand, l'infiniment petit et les énergies qui les animent, quand on voit qu'il a été capable de reconstituer le premier instant de l'univers au point de retrouver la particule (le boson de Higgs) qui en a été le produit immédiat... il n'y a aucune raison de penser qu'on va s'arrêter !

Pour ce qui est des déchets à durée de vie longue, il y a peut-être d'autres scénarios de traitement. Comme Jean-Pierre Chevènement l'indiquait, la décision d'arrêter ASTRID a été de ce point de vue un choix qui nous prive d'« opportunités » nouvelles. En tout cas j'ai regretté ce choix, comme j'avais regretté, à la fin des années 1990, d'autres choix du même ordre qui, peut-être, nous ont fait perdre des chances... et qui étaient soutenus par tous les courants de pensée, sur tout l'échiquier politique ! Tout le monde s'accordait sur le sujet... sauf quelques minoritaires par vocation (il y en a peut-être plusieurs sur ce plateau).

J'ai organisé une réunion de plusieurs heures avec Bernard Bigot, directeur général du projet ITER, qui fut mon collaborateur lorsque j'étais ministre de l'Éducation et de la Recherche. Ce spécialiste, que j'estime beaucoup, voit dans la fin des années 2040 une perspective pour ITER, c'est-à-dire pour la fusion. Or les avantages de la fusion sont qu'elle demande une quantité de matière extrêmement faible et qu'elle s'interrompt au dixième de seconde. Selon Bernard Bigot, dans les cent ans qui viennent la fusion constituera une ressource majeure pour l'humanité. En témoigne d'ailleurs le nombre de pays partenaires d'ITER. Si les Japonais, les Chinois et les autres nations qui participent à l'expérience ITER investissent leurs fonds, c'est qu'ils y voient une perspective. Réjouissons-nous qu'il s'agisse d'une technologie française ! On sous-estime ce genre de chose.

Oui, je pense que l'humanité est loin d'avoir atteint un « plafond de verre » et devant les admirables démonstrations de Gérard Mourou je me dis que le choix de croire à la capacité de l'humanité de se dépasser est un choix fondateur pour une communauté civique qui veut éviter de se retrouver dans des situations où elle serait obligée de renoncer à ce qu'elle a de plus précieux. Nous ne serons pas obligés de renoncer au fait que l'école est obligatoire et gratuite. Nous ne serons pas obligés de renoncer à la sécurité sociale. Nous ne serons pas obligés de renoncer à la solidarité que nous avons établie comme un des piliers de notre construction commune. Mais cela exige que nous ne reculions pas devant les choix et que nous ne craignons pas de les exposer aux citoyens. Un grand nombre de responsables publics savent très bien que ce que nous disons est vrai mais ils n'osent pas le dire. En effet, en gouvernant sous la pression formidable du sondage quotidien qui alimente la dévaluation progressive des responsables politiques et de leur volonté, on se condamne à dérober devant l'obstacle. Mais l'Histoire, elle, ne nous le pardonnera pas parce que ces dérobades vont nous placer dans des situations extrêmement critiques. Je le dis sans aucune considération d'intérêt électoral ou partisan. Il me semble que les faits parlent d'eux-mêmes dès l'instant qu'on accepte de les juxtaposer. Une des grandes lois de l'humanité est que les causes ont des conséquences et que les conséquences ont des causes, ce que beaucoup de gens oublient.

CLAUDE NICOLET

Vous avez évoqué la taxonomie et ses enjeux. Des élections législatives auront lieu en Allemagne au mois de septembre prochain. Les *Grünen* semblent extrêmement bien placés. Une grande coalition des *Grünen* avec la CDU-CSU ne peut être écartée.

Pensez-vous, au regard des inquiétudes que vous nourrissez, que cela pourrait avoir des conséquences sur la relation franco-allemande à propos de cette question de l'énergie ?

Peut-on s'attendre à ce que l'Allemagne exerce des pressions sur les choix énergétiques faits par l'Union européenne dans le cadre de la taxonomie ?

Dans cette hypothèse, cette question de la politique énergétique de la France, avec tout ce que cela sous-entend en termes de souveraineté et de reconquête industrielle, ne devrait-elle pas faire l'objet d'un axe majeur, si ce n'est essentiel, de la future campagne présidentielle en France ?

FRANÇOIS BAYROU

Pour moi cela ne fait aucun doute. J'ai coutume de m'exprimer sans excès, en refusant les superlatifs, et j'affirme que, pour le citoyen que je suis, cette question est non négociable. Il s'agit d'éminentes questions de souveraineté en phase avec les engagements internationaux que nous avons pris. Il s'agit d'éminentes questions de société. Il s'agit d'éminentes questions d'économie et il s'agit de la clef même du pacte social. Autant nous pouvons être conciliants sur bien des sujets, autant sur ce sujet je ne vois aucune possibilité d'être accommodants. Je ne vois que des raisons d'être claires dans le caractère national et non discutables des choix que nous avons à porter en tant que France, engagée comme pays souverain dans une organisation de partenaires qui se respectent et qui sont loyaux dans leurs engagements. Je ne peux pas être plus clair.

Suis-je rassuré devant l'évolution éventuelle de la position de nos voisins, amis et partenaires sur ces sujets ? Non. La décision de 2011 a été lourde de conséquences. Je le dis alors que j'ai pour Angela Merkel une estime et une considération anciennes et, je le crois, justifiées. Mais la situation est critique et le moins que puisse exiger un chef d'État français c'est d'être respecté lorsqu'il est devant des choix de conscience, comme nous avons respecté les choix de l'Allemagne. Nous ne les avons pas mis en cause, discutés. Nous pouvions avoir *in petto* des jugements sur ces choix mais nous les avons respectés. La réciprocité est le moins que nous puissions attendre. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls. Il y a au moins six ou sept États européens pour lesquels ce sujet est crucial. Je pense à la Pologne, par exemple.

CLAUDE NICOLET

Merci infiniment, Monsieur le Haut-commissaire, d'avoir accepté de participer pendant près de deux heures au premier des entretiens que La Nation Citoyenne va mener au long cours, dans le cadre du débat de l'élection présidentielle qui arrive, pour tenter d'élever le niveau de conscience du débat public et de nos concitoyens. C'est un enjeu absolument essentiel. Vous avez-vous-même insisté à plusieurs reprises sur la menace qui pèse sur notre pacte social, c'est-à-dire sur l'idée même que nous nous faisons de la nation française. Nous ne pourrions pas tenir le rythme d'un État providence tel que nous le connaissons avec un outil industriel profondément dégradé et une conscience publique qui s'affaisse. Vous avez eu infiniment raison de mettre ce point en lumière. C'est en tout cas ce à quoi nous allons nous attacher dans le cadre de l'association La Nation Citoyenne pour préparer les échéances qui sont devant nous.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci à François Bayrou qui a tracé une perspective claire et montré toute l'utilité du Haut-commissariat au Plan sur ces questions de politique énergétique mais aussi, je n'en doute pas, sur d'autres questions de demain : la réindustrialisation de la France, la démographie, la vision en matière de formation, etc. François Bayrou a une expérience sur laquelle il a sûrement beaucoup de choses à nous dire.

FRANÇOIS BAYROU

Désormais, dans tous les classements internationaux, y compris en mathématiques - pour ne pas dire en arithmétique - nous sommes derniers. Quand on sait ce qu'a été pendant un siècle l'école publique, l'école de la République et quand on voit que Singapour se classe premier en ayant ouvertement copié les méthodes de l'école primaire française, on ressent une peine immense.

Les raisons de cette débâcle sont compliquées. Elles sont difficiles à expliquer en public. Pour une large part elles sont idéologiques. Nous avons perdu une bataille culturelle, une bataille doctrinale et c'est un immense enjeu, un immense défi. Je ne doute pas que Jean-Pierre Chevènement partage ma tristesse et la colère qui doit être la nôtre en face de cette situation. Sans que l'on puisse mettre en cause des personnes, on voit bien qu'une bataille s'est livrée à l'abri d'une opinion publique qui aurait été de notre côté. Elle a été perdue parce que nous n'avons pas su, ni les uns ni les autres, entraîner derrière nous. Heureusement, en politique les batailles sont toujours à venir. Mais c'est un immense enjeu dans lequel il faudra se servir de l'appui que l'on peut espérer de l'opinion publique profonde qui, si elle savait ce que nous avons en tête, serait de notre côté. Terrible histoire !

Il en est de même en ce qui concerne la langue française. Notre Education nationale s'est fragilisée, étiolée, effacée au pire moment de l'histoire, notamment parce qu'elle est la seule réponse possible aux difficultés suscitées par les chocs culturels provoqués par l'immigration. Chocs culturels qui autrefois étaient fondus dans le creuset de l'Ecole et qui aujourd'hui le sont moins. Les débuts de Jean-Michel Blanquer sont allés dans le sens de ce que nous espérions. Mais le combat n'est jamais fini et il y a des péripéties internes que j'identifie mal. J'en parle en initié mais aussi en citoyen inquiet. Je suis sûr que Jean-Pierre Chevènement partage ce sentiment.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Le prochain colloque de la Fondation Res Publica portera d'ailleurs sur la formation des enseignants. Mais je pense que la leçon que vient de donner François Bayrou est plus profonde. Elle tient en deux mots : le courage et l'engagement.

FRANÇOIS BAYROU

Merci de m'avoir invité. J'ai été très heureux de cette rencontre.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

JEAN-YVES AUTEXIER

CLAUDE NICOLET

Merci à vous d'avoir accepté notre invitation.